

La première «salle de conso» de Bruxelles se dessine en coulisses

Extraits

Article complet pour les abonnés

<https://plus.lesoir.be/273730/article/2020-01-17/la-premiere-salle-de-conso-de-bruxelles-se-dessine-en-coulisses>

Le Soir - Arthur Sente - 17/01/2020

Dans un lieu secret, la Ville de Bruxelles et l'ASBL Transit s'activent pour faire atterrir ce projet de santé publique, en multipliant les échanges avec les expériences existantes.

Le projet fera parler de lui dans les mois à venir : la première salle de consommation à moindre risque (SCMR) de la capitale, projet porté par la Ville de Bruxelles, entre dans sa phase d'atterrissage. Celle-ci doit aboutir, selon un calendrier confirmé par plusieurs sources, au dernier trimestre de 2020. Dans ce futur espace, les usagers dits « actifs » de drogue par injection ou par inhalation – on parle ici d'opiacés, comme l'héroïne, ou de stimulants, tels que le crack, et non d'une « simple » consommation de cannabis – auront la possibilité de consommer dans un cadre sécurisé et hygiénique, mais aussi d'être redirigé, s'ils le souhaitent, vers un soutien psycho-médicale et/ou administratif.

Une communication millimétrée

Pour l'heure, la localisation exacte du bâtiment sélectionné est toujours couverte du plus grand secret et le restera sans doute jusqu'au printemps. « On ne peut pas lancer cela comme ça, sans concertation avec les riverains » justifie Morgane Lobjois, cheffe de cabinet de la présidente du CPAS bruxellois Karine Lalieux, en mission de pilotage pour la commune. « Ce qui est sûr, c'est que celui-ci sera à proximité directe des scènes de consommation. » À Bruxelles, la consommation dans l'espace public se concentrant principalement aux abords des gares Midi (Porte de Hal, Stalingrad), Centrale (Mont des Arts) et Nord (Parc Maximilien, quartier Alhambra, quartier Yser), on peut d'ores et déjà imaginer que la future SCMR a plus de chance d'être annoncée aux abords de l'un de ces pôles qu'au beau milieu du Sablon.

A la «salle de shoot» liégeoise: «C'est quand même mieux de faire ça ici, dans la rue, il y a des enfants...»

Bien que le projet amène avec lui la promesse d'une réduction des nuisances pour les quartiers touchés par la consommation de rue, il est vrai que le risque d'un effet « nimby » n'est jamais loin. « À Marseille, le lieu d'implantation d'une salle a été dévoilé trop tôt. La levée de boucliers a été telle que le projet a été remis dans les cartons » met en garde Nicolas De Troyer, futur coordinateur de la salle bruxelloise et actuel formateur au sein de l'ASBL Transit. Cette association bruxelloise historique, qui gère déjà un comptoir d'échange de matériel stérilisé et un centre d'hébergement pour toxicomanes précarisés dans le nord de la capitale, est d'ores et déjà désignée pour encadrer l'activité quotidienne de la salle via un financement Ville-Région. Elle a également été choisie pour codiriger le futur « centre intégré à bas seuil » de la Région bruxelloise, vaste projet qui mêlera soins de santé et réinsertion par le logement, qui doit s'installer le long du canal en 2023 au plus tôt.

Échanges et circulaires

Les choses avancent concrètement, assure néanmoins Nicolas De Troyer : « Des architectes ont été désignés et ont été visiter d'autres salles à cette fin. On a déjà validé les plans. » Des esquisses qui racontent en filigrane le futur fonctionnement des lieux. Dans un sas d'accueil, les usagers seront ainsi priés de s'enregistrer, anonymement s'ils le souhaitent, et de se soumettre à quelques questions. Le but est d'empêcher l'accès aux « bleus » en quête de sensation forte, mais aussi d'empêcher l'échange de produit en salle. Une salle de repos sera également mise à disposition. Elle devra permettre d'offrir une grande rapidité d'action en cas d'overdose, mais aussi en espace de dialogue avec les usagers qui voudraient franchir le pas de s'inscrire dans une trajectoire de soins.

363 usagers de drogues à la «salle de shoot» liégeoise

En attendant les murs, les voyages d'étude se multiplient à Paris (lire par ailleurs), à Strasbourg ou encore aux Pays-Bas, tous comme les contacts avec la SCMR de Liège, « Saf'ti », ouverte en septembre 2018. « On a déjà conclu des accords des salles européennes afin que les futurs travailleurs puissent aller se perfectionner dans les mois à venir, » assure Nicolas De Troyer. En coulisses, l'autorité communale s'active aussi tous azimuts. « Les hôpitaux de la Ville et la police sont partie prenante, ainsi que le Parquet » rappelle Karine Lalieux. Comme à Liège, un accord avec la magistrature de l'arrondissement doit en effet être conclu en vue d'éviter que le personnel n'encoure des risques au nom de la loi fédérale de 1921 – qui pénalise toujours la mise à disposition d'un local en vue d'y consommer des stupéfiants. Un principe de tolérance vis-à-vis de la possession de certains produits aux abords de la salle doit également être implémenté, comme cela a été fait à Liège au travers d'une circulaire de police.

« Un projet qui sauve des vies »

Dans un contexte d'augmentation de la consommation de crack au sein de la capitale (+20 % entre 2016 et 2018, constaté pour le public actuel de Transit), les gestionnaires de la future salle bruxelloise s'apprêtent à faire face à une affluence bien supérieure à celle de Liège (qui connaît un flux de 50 à 60 usagers par jours). « Il reste difficile de prévoir le nombre d'usagers qui se redirigeront vers ce dispositif. Ce que l'on sait des études et des autres expériences, c'est qu'on vient ici toucher un public qui jusqu'alors était complètement désaffilié et marginalisé, hors radar en fait, » admet néanmoins Nicolas De Troyer, qui prédit par ailleurs un grand succès auprès des toxicomanes qui fréquentent déjà les divers points d'accroche en Région bruxelloise. « On a fait un sondage auprès d'une centaine de nos usagers pour savoir s'ils se rendraient dans un tel dispositif s'ils en avaient le choix, et 95 % ont répondu que oui. »

S'il laisse entrevoir, « alors qu'en 2019, 50 % des inscrits à notre comptoir d'échange nous ont déclaré qu'ils allaient consommer leur produit dans un lieu public », des perspectives d'amélioration en matière de la sécurité et de réduction des nuisances, le chargé de mission tient aussi à rappeler que la plus-value sanitaire vis-à-vis des victimes de la drogue reste à ses yeux l'enjeu majeur du projet. « Sur les derniers mois, nous avons eu à apprendre une dizaine de décès parmi nos suivis. Même si ce n'est pas toujours la cause, l'overdose est bien présente. L'enjeu qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'il s'agit d'un dispositif qui permet de sauver des vies. »

Molenbeek également intéressée

Quatrième commune bruxelloise en termes de population, Molenbeek n'est pas en reste sur la question des salles de consommation. La station de métro Ribaucourt, située sur son territoire, est un centre névralgique de la consommation de drogues dures depuis des années. Organisatrice de la visite de la salle parisienne en sa qualité de présidente du Forum belge pour la Prévention et la Sécurité urbaine, la bourgmestre Catherine Moureaux (PS) se dit particulièrement intéressée par le dispositif. « Il y a environ 50 utilisateurs réguliers à Ribaucourt. C'est une population extrêmement fragile, très peu en demande de soins, d'où la difficulté du travail d'approche. J'aimerais que l'on puisse offrir ce type de dispositif aux Molenbeekois, » souligne la bourgmestre. Des ambitions qui dépendront certainement de la localisation choisie par Bruxelles pour implanter sa salle, alors que les deux communes sont voisines. « Attention, il n'est pas question d'ouvrir un centre à 100 mètres, ni même à 500 mètres du futur centre de la Ville de Bruxelles. Si on peut s'inscrire dans le projet de la Ville, c'est tant mieux. Mais si pas, pourquoi ne pas lancer notre propre centre ? »